



### **Un gouvernement qui s'attaque encore aux fonctionnaires**

**Les nouvelles mesures annoncées dans le cadre du projet de loi de finances 2025 marquent un tournant inquiétant. Le gouvernement prévoit 1,2 milliard d'euros d'économies sur les agents publics, à travers des décisions qui dégraderont encore plus leurs conditions de travail :**

- Augmentation des jours de carence en cas d'arrêt maladie : de 1 à 3 jours, impactant directement les agents malades.
- Réduction de l'indemnisation en cas d'arrêt maladie ordinaire : le salaire sera plafonné à 90% les trois premiers mois, contre 100% actuellement, générant à lui seul 900 millions d'euros d'économies.
- Instauration de 7 heures travaillées, gratuitement
- Suppression de postes et gel des budgets ministériels (pas de GIPA pour les agents...)
- Gel du point d'indice
- Dégradation des conditions de travail : ces mesures accentuent la pression sur des effectifs déjà insuffisants contrairement à nos missions.
- Hausse de la précarité : avec la baisse des rémunérations et l'augmentation des jours de carence, les agents seront directement touchés, notamment les plus vulnérables.
- Abandon des ambitions publiques : la baisse des moyens consacrés à notre ministère a eu pour conséquences, l'annonce de l'annulation des 15000 places de prison supplémentaires.

**Ces décisions, présentées comme une nécessité budgétaire, masquent en réalité une volonté délibérée de fragiliser les fonctionnaires dans leurs missions du quotidien et de rendre le secteur public moins attractif.**

### **Une austérité qui touche tous les services publics et... un modèle en danger !**

Face à ces attaques, il est urgent de réagir. Ces décisions seront débattues dans les semaines à venir à l'Assemblée nationale : faisons entendre notre voix dès maintenant !

Nous refusons la culpabilisation des agents publics et défendrons nos droits face à ces mesures injustes.

**Dans ces conditions et en solidarité de la journée de mobilisation générale du 5 décembre 2024, l'UFAP UNSa Justice et la CGT Pénitentiaire ne siégeront pas à la CAPL de ce jour.**

**Les élus UFAP UNSa Justice et CGT Pénitentiaire  
CAPL de RENNES**